



**Contribution d'Altitude sur les analyses de marché 1, 2 et GC
pour le prochain cycle**

Septembre 2023

Version publique

Altitude remercie l'Autorité dont le projet de décision sur les analyses de marché prend en compte nombre de ses commentaires sur les aspects touchant au Génie Civil (GC) et à la fermeture du cuivre. Cependant, Altitude alerte l'Autorité sur le fait que l'efficacité des nouveaux remèdes proposés, tant dans leur mise en œuvre contractuelle qu'opérationnelle, implique que chaque opérateur concerné en respecte les principes. Il appartiendra ainsi à l'Autorité de veiller au respect des règles qu'elle édicte notamment pour interdire tout contournement a fortiori s'il était généré par un opérateur en position dominante. A cet égard, Altitude réitère sa demande d'instauration de limites susceptibles de limiter les effets sur le marché entreprises de la forte domination d'Orange au regard des chiffres mêmes de l'Autorité.

Concernant les aspects précédemment développés et non pris en compte par l'Autorité, Altitude réitère ses propositions et demandes précisées dans sa réponse à la précédente consultation publique.

Altitude tient toutefois à souligner particulièrement les points suivants à l'occasion de la présente consultation.

Analyse de marché 1

Fermeture du cuivre

1°/ Concernant l'adaptation du SAV, Altitude attire l'attention de l'Autorité sur le fait qu'elle n'est pas pertinente sur le marché entreprise, et plus globalement pour tous les accès souscrits par des clients finals entreprises (avec ou sans GTR et pas seulement ces derniers).

En effet, cette adaptation met en risque la connectivité des entreprises au détriment de l'image des marques des opérateurs alternatifs et de leur possibilité de développement commercial.

En effet, cette adaptation pourrait entraîner une période sans connectivité pour certains sites pendant plusieurs semaines, au détriment de l'activité économique des entreprises concernées, alors même que la migration vers la fibre pourrait déjà avoir été prévue mais dans un calendrier maîtrisé et plus lointain. Ici, les entreprises seraient soumises au moindre aléa, et subiraient une coupure sans date de rétablissement prévisible, ce qui n'est pas envisageable. Dans de telles circonstances, l'image de marque des opérateurs alternatifs s'en trouvera dégradée, au seul profit de l'Opérateur en position dominante pendant cette phase de migration, pourtant cruciale pour ses concurrents.

2°/ Concernant les tarifs de la paire de cuivre, la possibilité envisagée dans le projet de décision de l'Autorité aura pour effet direct de permettre à Orange de définir autant de tarifs que d'accès pour les zones en non-excessivité tarifaire ou sans obligation.

Il est pourtant impératif qu'Orange soit contraint d'appliquer un seul tarif par zone pour éviter, **dès lorsqu'aucune restriction n'est précisée, une pratique de tarifs différenciés - et non répliquables - selon que l'accès est souscrit chez un concurrent ou auprès de sa branche de détail.** L'absence de test de répliquabilité tarifaire dans la zone non-excessivité, laisse en effet toute possibilité à Orange d'agir sans aucun encadrement au risque de sortir ses concurrents du marché.

De plus, la gestion de 3 tarifs de dégroupage constituera déjà une contrainte opérationnelle et marketing complexe, sans ajouter la gestion des tarifs à la commune (ou infra communal). Il sera très difficile opérationnellement de gérer une multiplicité de tarifs du cuivre sur le territoire pour les opérateurs, notamment sur le marché entreprises alors même que les efforts sont concentrés sur la migration vers la fibre. Il serait de plus parfaitement discriminatoire, et probablement constitutif d'un abus de droits, qu'Orange puisse ajuster son tarif selon qu'il est ou non l'OI de la zone, ou en fonction de sa part de marché sur le cuivre/la fibre.

3°/ Pour garantir une migration fluide au bénéfice des clients finals, Altitude souhaite disposer de l'information la plus fine possible, notamment la position XY des accès cuivre avec leur caractère « actif » et « passif » afin que l'OI puisse s'assurer que l'ensemble des locaux est rendu raccordable au moment de la fermeture et ne présente pas de difficultés à être raccordable.

Ce postulat évident ne peut être établi sans la certitude d'un recollement parfait de la base de données cuivre et de l'IPE effectuée par Orange et sur lequel nous ne disposons d'aucune visibilité ni certitude alors même qu'il est essentiel pour permettre un suivi précis des prises qui restent à migrer. Il est d'ailleurs important de noter que ces informations sont exigibles par les délégants conformément à l'Article D.98-6-3 du CPCE. Par conséquent, il est impératif de simplifier la transmission des informations et de l'industrialiser.

L'Arcep devra donc imposer à Orange de fournir directement ces informations, évidemment complètes et précises, à l'OI.

Marché entreprise

Altitude renvoie intégralement à sa précédente réponse sur ces aspects dont aucun des problèmes abordés n'a été adressé.

Analyse de marché GC

1°/ Concernant la réparation des conduites unitaires, Orange refuse toujours de procéder à leur réparation (tout comme pour la réparation des conduites annelées), invoquant des questions de sécurité trop lourdes à mettre en œuvre. Pourtant, dans le cadre du décommissionnement du cuivre, Orange autorise le retrait des câbles de ces conduites (dans le respect des conditions de sécurité nécessaires à ce type d'opérations). Une telle différenciation ne saurait être objectivement fondée. **Il appartient en conséquence à l'Autorité de faire pleinement respecter les obligations définies par ses soins, Altitude n'ayant pas à subir les conséquences des non-respects constatés.**

2°/ Sur les questions des délais d'intervention, le délai proposé par Orange pour accompagner un opérateur afin d'accéder à ses chambres sécurisées en urgence doit être amélioré. En effet, afin de pouvoir respecter la GTR sur laquelle Altitude s'est engagée auprès de ses clients, **la garantie d'intervention d'Orange ne saurait excéder un délai de 2H.**

Altitude note que de plus en plus de chambres sont soudées, sans possibilité d'intervenir rapidement. Il convient qu'Orange mette en place un processus d'accompagnement similaire à celui des chambres sécurisées afin de permettre une intervention rapide. Si cette situation est bien due à l'organisation des Jeux Olympiques, il conviendra qu'Orange dessoude dans un délai très bref l'intégralité des chambres concernées, une fois l'évènement passé. Il conviendrait par ailleurs qu'Orange tienne à jour et transmette aux opérateurs la liste de l'intégralité des chambres concernées ou à venir (ou l'indique dans les PIT), avec la date prévisionnelle de retour à l'état antérieur. **Ces informations sont indispensables notamment pour éviter les échecs de raccordement et ajuster les plannings de déploiement.**

3°/ Enfin, **seules des pénalités dissuasives imposées à Orange par exemple en cas de retard dans le respect de ses obligations ou de déplacements à tort seront susceptibles de rétablir un**

fonctionnement normal de marché. C'est d'ailleurs ce que prévoit la Commission Européenne dans sa recommandation sur *des obligations de non-discrimination et des méthodes de calcul des coûts cohérentes pour promouvoir la concurrence et encourager l'investissement dans le haut débit* que :

« Les ARN devraient veiller à ce que les paiements au titre des SLG soient, en principe, effectués entre les opérateurs sans délai injustifié suivant un processus prédéfini de paiement et de facturation. Le niveau des pénalités devrait être suffisamment dissuasif pour garantir que l'opérateur PSM respecte ses obligations de fourniture. »

Il convient que ces dispositions soient également prises en compte dans le cadre de la présente analyse de marché.